

AP n° 2025-APC-169-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-89-IC du 8 juin 2004**

**Société SCAPEST
dit « SCAPEST Moulin »
Commune de SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRE**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article L.181-14 concernant les modifications notables ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du 16 mars 2022 portant nomination du Préfet de la Marne ;
Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique n°1510 ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts au titre de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 autorisant la société SCAPEST à exploiter une plateforme logistique servant au stockage de produits destinés à la grande consommation ;
Vu le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en date du 12 avril 2022 ;
Vu le courriel portant avis du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) en date du 14 janvier 2022 ;
Vu le rapport d'instruction de l'Inspection des installations classées à date du 20 juin 2025 ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 4 juillet 2025 à la connaissance de la société SCAPEST ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que l'exploitant souhaite modifier les matières stockées sur son site ;
Considérant que les matières dont le stockage est projeté restent des produits destinés à la grande distribution ;
Considérant que le stockage des matières projetées n'entraîne pas la modification du volume des entrepôts ou la quantité de matière présente ;
Considérant que le stockage des matières projetées ne présente pas de dangers supplémentaires au regard des éléments du dossier ;
Considérant que pour ces raisons, le projet ne soulève pas d'enjeux ou d'impact supplémentaire à l'existant et ne fait pas l'objet d'une modification notable ;

Considérant que la réglementation a évolué depuis la mise en vigueur de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-89-IC du 8 juin 2004 ;

Considérant que l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement classe de fait le site sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique n°1510 et non plus celui de l'autorisation ;

Considérant que l'exploitant souhaite continuer de bénéficier de la procédure d'autorisation d'exploiter dont il dispose depuis le 8 juin 2004 ;

Considérant que pour ces raisons, une mise à jour du tableau de la nomenclature est nécessaire ;

Considérant que l'exploitant a sollicité le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour émettre un avis sur ses équipements et installations de défense contre l'incendie ;

Considérant que le SDIS a transmis un relevé de conclusions comprenant des actions à mettre en place en vue de s'assurer de la maîtrise des risques du site ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé à mettre en place ces actions au travers de son dossier ;

Considérant qu'il convient de lui prescrire l'ensemble de ces actions ;

Considérant que dans son dossier, l'exploitant sollicite la modification des articles 1.2, 1.4, 2.1, 2.6, 4.5, 6.2.5, 6.3.2, 6.4.2, 6.4.15, 7.1 et l'abrogation de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-89-IC du 8 juin 2004 ;

Considérant qu'après analyse des demandes formulées, les changements nécessitent d'être encadrés.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Dispositions générales

Article 1.1 : Objet

La société SCAPEST, dont le siège social se situe Rue du Moulin – ZI – 51520 Saint Martin sur-le-Pré, est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004. Le présent arrêté vient modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-cité.

Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions de l'acte initial

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-89-IC du 8 juin 2004 sont abrogées, remplacées ou complétées comme suit :

Arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-A-89-IC du 8 juin 2004	Abrogé, remplacé ou complété selon le détail suivant :	Prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 1.2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Abrogé et remplacé	Article 1.3
Article 1.4 : Horaires de fonctionnement	Abrogé et remplacé	Article 1.4

Article 2.6 : Traitement des eaux pluviales	Abrogé et remplacé	Article 2.1
Article 3.3 : Diffusion des rejets atmosphériques	Abrogé	Article 3.1
Article 4.5 : Déchets produits	Abrogé et remplacé	Article 4.1
Article 6.1.3 : Accès	Complété	Article 5.1
Article 6.2.5 : Ventilation	Abrogé et remplacé	Article 5.2
Article 6.3.2 : Contrôle d'accès	Abrogé et remplacé	Article 5.3
Article 6.4.2 : Détection incendie	Abrogé et remplacé	Article 5.4
Article 6.4.15 : Plan d'intervention interne	Abrogé et remplacé	Article 5.5
Article 6.4.3 : Moyens de lutte contre l'incendie	Complété	Article 5.6
Article 7.1 : Stockage extérieur de palettes	Abrogé et remplacé	Article 6.1

Article 1.3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

RUBRIQUE	NATURE DES ACTIVITÉS	RÉGIME	VOLUME DES ACTIVITÉS
1510-2b	« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E)	E	Volume = 249 849 m ³ Quantité totale = 19 100 t
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾	D	193 kW

	étant supérieure à 50 kW (D)		
2925-2	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (D)	NC	50 kW
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. 2. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (D)	NC	185,5 kg
1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	NC	918 m ³
2663-2b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ (D)	NC	57 m ³
1450	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kg mais inférieure à 1 t (D)	NC	49 kg
4110-2b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg (DC)	NC	49 kg
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t (DC)	NC	900 kg

4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D)	NC	14 t
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)	NC	49 t
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	NC	1,9 t
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	NC	19 t
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)	NC	99 t
4140-1b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t (D)	NC	4 t
4440	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	NC	1,9 t
4410	Substances et mélanges auto-réactifs type A ou type B. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 10 t (D)	NC	40 kg
4411	Substances et mélanges autoréactifs type C, D, E ou F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t (D)	NC	900 kg

D = Déclaration ; E= Enregistrement ; NC = Non Classée

Article 1.4 : Horaires de fonctionnement

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

L'établissement est susceptible de fonctionner 24h sur 24 du lundi au samedi.

Article 2 : Prévention de la pollution de l'eau

Article 2.1 : Traitement des eaux pluviales

L'article 2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Les eaux pluviales de toitures et les eaux collectées sur les aires imperméabilisées sont dirigées vers un bassin de rétention, étanché par membrane renforcée en polypropylène d'un volume de 4500 m³.

Les eaux contenues dans ce bassin sont infiltrées, après passage par un décanteur-déshuileur.

Il présente les caractéristiques suivantes :

- débit traité : 22,6 l/s ;
- obturation et évacuation automatique, non by-passée, avec vanne d'isolement et régulateur de débit.

Une vanne de barrage est installée immédiatement en aval du bassin de rétention visé ci-dessus.

Les eaux pluviales de la rampe poids lourds sont infiltrées à travers un bassin drainant après passage dans un séparateur-hydrocarbures (débit traité : 10l/s).

Article 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Article 3.1 : Diffusion des rejets atmosphériques

L'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé.

Article 4 : Traitement et élimination des déchets

Article 4.1 : Déchets produits

L'article 4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Les déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur en exploitation normale, ainsi que le niveau de gestion, sont mentionnés dans le tableau suivant :

Nature du déchet	Code nomenclature	Quantité annuelle t/an	Niveau de gestion
Déchets banals	20 03 00	69	3 : Élimination
Cartons d'emballages	15 01 06	150	1 : Valorisation
Plastiques	15 01 06	40	1 : Valorisation
Verres	15 01 07	6	1 : Valorisation
Batteries	16 06 01	1	1 : Valorisation
Néons	20 01 01	4	1 : Valorisation
Déchets verts	20 02 01	Néant	1 : Valorisation
Palettes	15 01 06	30	1 : Valorisation

Papiers	03 03 08	10	1 : Valorisation
Métaux	19 12 01	20	1 : Valorisation
Piles	20 01 83	10	1 : Valorisation
Déchets dangereux (spéciaux)	18 01 03 16 02 16 06 02 05 16 05 04 13 07 03 16 06 01	20	1 : Valorisation

Article 5 : Prévention des risques et sécurité

Article 5.1 : Accès

L'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est complété par le présent article.

Des aires de mise en station à hauteur de deux aires par mur séparatif sont aménagées.

Article 5.2 : Ventilation

L'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

Dans les entrepôts, tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

Dans les locaux de charge d'accumulateurs, dans lesquels peuvent survenir des points d'accumulation d'hydrogène, le débit de ventilation est donné par la formule suivante :

- dans le cas de batteries ouvertes (électrolyte liquide) : $Q = 0,05 \, n \, I$;
- dans le cas de batteries à soupape, à recombinaison des gaz (acide gélifié...) : $Q = 0,0025 \, n \, I$;

où Q = débit minimal de ventilation en m^3/h ; n = nombre total d'éléments dans les batteries en charge simultanément ; I = courant d'électrolyse en A.

Article 5.3 : Contrôle de l'accès

L'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Le site est entouré d'une clôture résistante et efficace d'une hauteur de 2 mètres.

En dehors des heures d'exploitation, les portails d'accès sont fermés à clés.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

La surveillance du site est réalisée à travers une télésurveillance 24h sur 24. Une levée de doute est déclenchée par la télésurveillance.

Des dispositifs anti-intrusion tels que capteurs volumétriques, barrières infra-rouges, sont reliés au dispositif de télé-surveillance.

Article 5.4 : Détection incendie

L'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

La détection automatique d'incendie est obligatoire dans les cellules de stockage avec transmission à la télésurveillance. Le type de détecteurs est déterminé en fonction des produits stockés.

Article 5.5 : Plan d'intervention interne

L'article 6.4.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Un plan d'intervention interne est établi par l'exploitant avant la mise en exploitation des nouvelles cellules.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours de la Marne.

Cet exercice est réalisé, à minima une fois tous les trois ans, conjointement avec les services d'incendie et de secours. Dans le cas où les services d'incendie et de secours se révèlent indisponibles, l'exploitant doit toutefois pouvoir justifier auprès de l'Inspection des installations classées qu'une demande leur a été adressée.

Un exercice de défense contre l'incendie est réalisé en interne tous les ans avec traçabilité. Cet exercice peut ne pas être réalisé s'il est fait la même année avec les services d'incendie et de secours.

Les conclusions des exercices sont mises à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 5.6 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 6.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est complété par le présent article.

Deux aires d'aspiration de 4 mètres par 8 mètres minimum sont implantées au niveau des deux prises directes de la réserve incendie de 640 m³.

Une réserve incendie est installée au Sud-Est du site et une autre au Sud-Ouest afin de compléter les dispositifs et de répondre au dimensionnement en eau calculé. Chaque réserve dispose d'une prise d'aspiration de 100 mm et d'une aire d'aspiration de 4 mètres par 8 mètres minimum. La distance entre l'aire et la prise est inférieure à 5 mètres.

L'exploitant s'assure périodiquement auprès du gestionnaire des poteaux d'incendie publics que ceux-ci ont des débits utilisables en simultané suffisants pour répondre aux besoins du site.

Un dossier technique complet reprenant l'implantation des points d'eau incendie, des prises d'aspiration et des aires d'aspiration est transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Marne. Le SDIS est tenu informé de toute modification ou indisponibilité temporaire.

Article 6 : Dispositions particulières

Article 6.1 : Stockage extérieur de palettes

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-89-IC du 8 juin 2004 est abrogé et remplacé par le présent article.

Les stocks sont disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. Des passages suffisants, judicieusement répartis, sont aménagés.

La hauteur des piles de palettes ne doit pas dépasser trois mètres.

Le terrain sur lequel sont réparties les piles de palettes est quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie.

Article 7 : Dispositions finales

Article 7.1 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex (soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr).

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 7.2 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 7.3 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Saint-Martin-sur-le-Pré qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société SCAPEST, dont le siège social se situe Rue du Moulin – ZI – 51520 Saint Martin sur-le-Pré.

Monsieur le Maire de Saint-Martin-sur-le-Pré procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 23 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur de cabinet,
Secrétaire général par suppléance



Thomas MONTBABUT